

**Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du
Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Rabii YOUSSEUS.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Contrat financier entre l'Etat et la Ville de Montpellier

Dans l'objectif d'une réduction de 3 points de dépenses publiques dans le PIB ainsi que d'une diminution de la dette publique de 5.3 points à l'horizon 2022, l'article 3 de la loi de programmation des finances publiques 2018-2022 a prévu que les dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre progresseraient, dans leur ensemble, de 1.2% par an. Il prévoit aussi une réduction annuelle du besoin de financement des collectivités et de leurs groupements à fiscalité propre de 2.6 Md€.

Pour respecter ces objectifs, l'article 29 de la loi de programmation des finances publiques 2018-2022 prévoit que les plus grandes collectivités s'engageront dans le cadre d'un contrat financier sur un objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement ainsi que sur un objectif de réduction du besoin de financement. Les collectivités dont la capacité de désendettement dépasse un plafond national de référence s'engageront en outre sur une trajectoire d'amélioration de cette dernière.

Le contrat financier porte uniquement sur le budget principal pour les exercices budgétaires 2018, 2019 et 2020. Il a pour objet de définir les mesures destinées à assurer la compatibilité des perspectives financières de la collectivité avec l'objectif de contribution à l'effort de réduction du déficit public et de la maîtrise de la dépense publique.

Les préfets sont chargés de négocier ces contrats avec les collectivités concernées, la loi ayant prévu des critères de modulation pour tenir compte des spécificités locales.

Le contrat financier entre l'Etat et la Ville de Montpellier doit fixer l'objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et les facteurs de modulation éventuels, la trajectoire 2018-2020 des dépenses réelles de fonctionnement, ainsi que l'évolution du besoin de financement et de la capacité de désendettement sur la période 2018-2020.

1) Fixation de l'objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et des facteurs de modulation de la Ville de Montpellier pour la période 2018-2020

Aux termes de l'article 13 de la loi de programmation des finances publiques, ce taux est fixé nationalement à 1,2 % par an pour les exercices 2018 à 2020 sur la base des dépenses réelles de fonctionnement de 2017, en valeur et à périmètre constant. Par ailleurs aux termes de l'article 29 de cette même loi, ce taux peut être modulé à la hausse (ou à la baisse) en tenant compte des critères suivants, dans la limite de 0.15 points pour chaque critère :

Démographie et construction de logements ;

Revenu moyen par habitant de la collectivité ou proportion de population résidant en quartiers prioritaires de la politique de la ville ;

Evolution des dépenses réelles de fonctionnement réalisées entre 2014 et 2016.

Le taux d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement de la Ville de Montpellier peut bénéficier de deux facteurs de modulation au taux d'évolution annuelle maximum de 1.2% :

- Critère démographie : l'évolution moyenne de la population sur le territoire pour la période 2013-2018 est de 1.60% soit plus de 0.75 points au-dessus de la moyenne nationale (0.48%).

- Critère d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement entre 2014 et 2016 : la Direction Générale des Finances Publiques a établi que la Ville affiche une évolution moyenne annuelle de -5.6% sur la période 2014-2016 soit une progression inférieure d'au moins 1.5 point à l'évolution moyenne des dépenses constatée pour les collectivités de sa catégorie entre 2014 et 2016 (-0.61%).

La Ville de Montpellier ne peut bénéficier du facteur de modulation portant sur le revenu moyen par habitant ou la proportion de population résidant en quartiers prioritaires de la politique de la ville : en effet, le revenu moyen par habitant de la Ville (11 810€) n'est pas inférieur de plus de 20 % au revenu moyen par habitant de l'ensemble des collectivités (14 316€). De plus, la proportion de la population résidant en quartiers prioritaires de la politique de la ville sur la commune s'élève à 18,8% et n'est pas ainsi pas supérieure à 25 %.

Au vu de ces éléments, le taux d'évolution annuel maximum pour la Ville de Montpellier, appliqué à la base des dépenses réelles de fonctionnement 2017, est donc de 1.50%.

2) Trajectoire 2018-2020 des dépenses réelles de fonctionnement de la Ville de Montpellier

Aux termes de l'article 29 de la loi de programmation des finances publiques, le niveau maximal des dépenses réelles de fonctionnement du budget principal de la Ville est calculé pour les années 2018, 2019 et 2020 par application à la base 2017 du taux d'évolution annuel de 1.50%.

L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement en base 100 serait la suivante :

2017	2018	2019	2020
100	101,5	103	104,5

Les modalités de calcul des dépenses réelles de fonctionnement retenues ainsi que les retraitements opérés sont décrits dans un protocole comptable qui sera signé conjointement par le Maire et par le Préfet de l'Hérault.

3) Evolution du besoin de financement de la Ville de Montpellier sur la période 2018-2020

La Ville de Montpellier se fixe pour objectif d'améliorer son besoin de financement, défini comme les emprunts contractés minorés des remboursements de dette.

Dans le cadre de la contractualisation avec l'Etat, la Ville de Montpellier s'engage à contraindre ses dépenses réelles de fonctionnement tout en poursuivant le Programme Pluriannuel d'Investissement (PPI) engagé depuis le début du mandat et qui, après plusieurs années de financement d'études, entre désormais en phase de travaux d'investissement.

La trajectoire d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement à 1.50% par an sur la période 2018-2020 permet ainsi de limiter la progression du besoin de financement induit par le PPI.

4) Evolution de la capacité de désendettement de la collectivité

Il est constaté que la capacité de désendettement de la Ville de Montpellier, définie comme le rapport entre l'encours de dette et l'épargne brute au titre du compte de gestion 2017 est de 4 années pour le budget principal. Cette capacité de désendettement est inférieure au plafond national de référence pour ce type de collectivité qui est de 12 années. La Ville de Montpellier n'est donc pas concernée par cet objectif dans le cadre du contrat financier avec l'Etat.

Cependant, sur la base d'une évolution annuelle de +1.5% des dépenses réelles de fonctionnement, la Ville prévoit de conserver une capacité de désendettement nettement inférieure à 12 années sur la période 2018-2020.

Il est à relever que l'évolution à venir de la dette de la Ville va générer des charges nouvelles d'intérêt qui devront être compensées par une baisse des autres charges de fonctionnement à due concurrence.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le contrat financier entre l'Etat et la Ville de Montpellier dont le modèle est joint à la présente délibération;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer ce contrat ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer le protocole comptable relatif au contrat financier ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 53 voix

Contre : 1 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Contrat financier entre l'Etat et la Ville de Montpellier
- Protocole comptable Ville de Montpellier

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20180503-25983-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/05/18
Réception en Préfecture : 09/05/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.